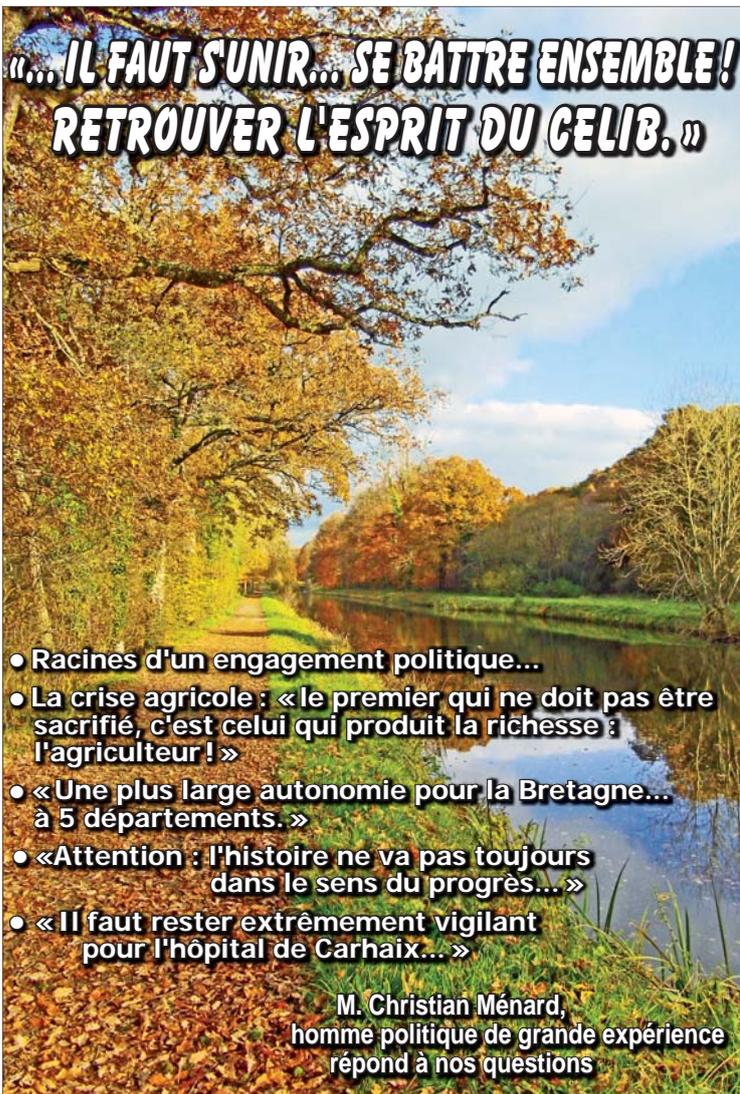


## L'ENTRETIEN DU MOIS



« La France est un pays remuant, et cela peut avoir un côté amusant ou même positif – un côté « gaulois » – mais attention que cela aille trop loin... Je suis très inquiet. Il souffle sur notre pays un vent de radicalisation en tous domaines, qui me fait un peu peur, quoique je sois quelqu'un d'optimiste par nature.

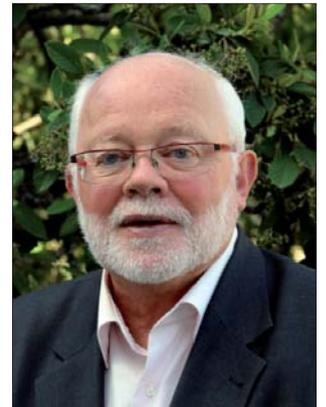
Mais je n'ai encore jamais été confronté à une telle situation dans mon pays ! Voir l'armée positionnée un peu partout dans nos rues, sur nos places, pour protéger des manifestations culturelles, sportives... Mais aussi voir cet irrespect dans les attitudes, les mots, les déclarations... Où va-t-on ? », nous a confié le Dr Christian Ménard.

C'est vers un homme connu – et largement apprécié – pour son sens profond du contact humain, de l'écoute et du dialogue que « Regard d'Espérance » est allé pour ce premier « entretien du mois » après l'interruption habituelle de sa parution en juillet-août.

Alerte septuagénaire, le Dr Ménard – ancien maire de Châteauneuf-du-Faou, conseiller régional et député – est resté tel que lui-même ; tel il était dans la vie politique, tel il demeure aujourd'hui retiré de celle-ci : homme de conviction solidement enraciné dans les valeurs qui l'ont construit et ont animé son « combat » politique, mais tout autant homme de concertation

et d'attention à l'autre, spontané, sans détours ni artifices...

En cette période où le pays est traversé par de nombreuses crispations et paraît être en ébullition, il nous a paru intéressant de solliciter à nouveau le regard de ce médecin et homme politique d'expérience, qui a longtemps œuvré pour sa ville, pour le Centre-Bretagne, la Bretagne et la France...



Mais un regard cette fois élargi par le recul que lui procure désormais son retrait de la confrontation politique.

Voici des propos empreints de sage réflexion, de mesure voire de gravité, sur l'actualité en France, sur notre région et ses perspectives d'avenir, sans oublier les souvenirs et enseignements tirés de plus de trente années d'action personnelle et politique, menée avec la volonté de dépasser les vues et manœuvres partisanses...

### ■ Voudriez-vous – quoique bien connu dans ce Centre-Bretagne et au-delà – vous présenter à grands traits ?

« Je suis né à Quimper en 1946, mes parents résidant dans cette capitale de la Cornouaille.

J'ai été médecin pendant plus de 30 ans à Châteauneuf-du-Faou, où j'ai aussi été maire durant quatre mandats à partir de 1989, ayant par ailleurs été conseiller régional de 1997 à 2002, puis député de la circonscription de Châteaulin de 2002 à 2012...

J'ai eu la chance de connaître très jeune des hommes politiques dont l'activité a eu un retentissement national, comme André Monteil, qui fut maire de Quimper, député et sénateur, mais également ministre, dans plusieurs ministères, dont celui de la Marine.

C'était à l'époque du M.R.P. – dans les années 1954-55 – et de l'alliance avec François Mitterrand. J'avais huit ans et je me souviens de voir F. Mitterrand venir à la maison, en toute simplicité, car nous habitons le même immeuble que A. Monteil, qui était un ami proche de la famille et venait souvent chez nous...

A l'âge de 8 ans, donc, j'ai assisté à toutes ces luttes politiques, parfois terribles, pour les élections. Et j'entends encore le martèlement des pas d'A. Monteil au-dessus de nos têtes, au soir du scrutin, quand il faisait les cent pas dans son appartement du dessus, attendant fébrilement les résultats...

Ces résultats venaient lentement à l'époque, par le téléphone manuel !

En grandissant, je me suis intéressé à la politique, non pas avec l'objectif de devenir maire, ou autre, mais en voulant « faire quelque chose », comme le font la plupart des jeunes qui s'engagent dans la vie politique, je pense. C'était une envie profonde, un besoin de « faire avancer les choses »...

Et je me suis aperçu par la suite que ce n'était pas du tout aussi facile qu'on le pensait !

Je n'ai jamais prévu ni planifié les étapes de ma vie politique...

La médecine m'avait déjà permis de connaître beaucoup de gens, ce qui est un grand avantage en politique : avoir une

approche simple, directe des gens, est fondamental. Ce vrai contact humain est une valeur que beaucoup d'hommes politiques ont perdue aujourd'hui, à droite comme à gauche : le véritable contact avec la base...

C'est pourquoi j'ai souvent dit être fervent partisan d'une certaine forme de cumul des mandats : un « petit » mandat local – conseiller municipal ou maire de petite commune – et parlementaire, par exemple. Pas plus, mais pas moins non plus, car sinon le parlementaire est très vite coupé des réalités... Ce qui ne veut pas dire cumul des rémunérations. On peut fixer des limites.

Marié, et père de deux enfants, je voudrais dire combien mon épouse m'a secondé dans tout ce que j'ai fait, avec beaucoup d'abnégation et de discrétion – car la politique n'était vraiment pas « son truc », comme l'on dit – et sans interférer avec mes missions, ce qui m'a toujours paru essentiel, car l'on n'élite pas une personne et son conjoint ! Ceci dit sans aucune allusion à des situations actuelles... »

### ■ Vous avez donc été maire, conseiller régional, député, avant de vous retirer de la vie politique... Qu'est-ce qui, aujourd'hui, occupe vos journées et vos années ?

« J'ai beaucoup d'occupations. Je m'intéresse à la généalogie, ce qui n'est pas un « truc de vieux », mais une passion ancienne chez moi, découverte à l'âge de 17 ans. J'avais commencé à l'assouvir à l'époque, puis l'ai abandonnée ensuite, faute de temps à y consacrer. Et j'y suis revenu, d'autant que les possibilités que l'informatique offre en ce domaine sont extraordinaires... On trouve des choses que jamais une personne seule n'aurait pu trouver quand j'étais jeune.

C'est passionnant, car on se retrouve une histoire... Mais ceci est un autre sujet !

L'histoire aussi me passionne. Et en passionné d'histoire, j'ai du mal à accepter que certains souvenirs, même secondaires, puissent s'effacer. Car pour moi l'histoire est faite, certes de grands événements, mais aussi de petits, secondaires, qui se recourent et font un tout.

J'ai eu la chance de côtoyer un certain nombre de personnes au niveau national... Je termine la rédaction d'un livre, qui fait actuellement quelque 600 pages, et qu'il faudra condenser, mais l'important est – à mon âge et avec les aléas qui y sont liés, dont je suis bien conscient en tant que médecin – que la matière première de l'ouvrage ait été rassemblée et soit prête.

Voici quelques mois, j'ai été nommé Consul honoraire du Kosovo pour les 5 départements bretons – car le Kosovo a dû considérer que la Bretagne avait 5 départements...

Je ne m'y attendais pas du tout, mais cela vient des nombreux voyages que j'ai faits dans ce petit pays, tout d'abord dans le cadre d'une mission parlementaire qui m'avait été confiée pour le Service de Santé des Armées en 2002... J'y suis retourné par la suite avec des collègues du Bundestag et de la Chambre des représentants belge, pour aider ce tout jeune pays à l'histoire tragique à construire son Assemblée législative nationale. J'ai eu la chance de connaître l'actuel et le précédent présidents de la République du Kosovo...

Cette mission de Consul honoraire est très intéressante, car ce petit pays – à peu près grand comme la Bretagne – est très divers, connaît des problèmes... Elle consiste à aider les Kosovars qui vivent ici en Bretagne, et à établir et conforter des liens culturels, économiques avec le Kosovo... J'y serai encore dans quelques jours. »

### ■ Ce retrait de la vie politique, à un âge qui vous ouvrirait encore de belles perspectives, a-t-il été motivé par une certaine lassitude, ou a-t-il d'autres raisons ?

« Ce retrait était voulu, et décidé longtemps à l'avance...

J'ai connu une vie politique riche – bien que difficile par

moments, mais on ne peut pas être un élu sans connaître ces difficultés – et ce passé m'a procuré beaucoup de joies, ne serait-ce que par les contacts que j'ai pu avoir, et que je n'aurais pas eus sans cela ; contacts avec des gens très divers, haut placés comme de professions « simples », mais contacts aussi enrichissants les uns que les autres...

Mais, en accord avec mon épouse, j'avais décidé que j'arrêterais la politique à un certain âge, estimant qu'il faut savoir « tirer un trait », laisser la place aux plus jeunes. Et après plus de trente ans de politique, j'ai mis fin à ma fonction de député tout d'abord, puis à celle de maire ensuite. »

### ■ Ne le regrettez-vous pas aujourd'hui ?

« Pas du tout. Je me sens bien dans ma situation actuelle, ayant aussi bien anticipé ce départ... »

### ■ Le recul que donne le temps et la distance d'avec les contraintes de l'engagement quotidien dans l'action, permettent sans nul doute de porter un autre regard sur les expériences faites, le parcours suivi, les choses vécues... Quels sentiments, impressions et réflexions majeurs se dégagent désormais de ces décennies d'action ?

« C'est Jean Gabin qui chantait, je crois, en philosophant un peu sur son âge... « Ce que je sais aujourd'hui, c'est que je ne sais rien... » C'est la pensée, sinon les termes exacts de la chanson...

Il y a en politique beaucoup de convictions, d'opinions, d'appréciations divergentes. Avec le recul, l'on s'aperçoit qu'on ne détient pas LA vérité. Je n'ai jamais prétendu, ni ai été certain de la détenir, mais le recul montre encore davantage que beaucoup de choses se recourent... et que les analyses sont plus faciles à faire a posteriori !

J'en retire aussi une conviction profonde : la France n'avancera pas tant que les gens n'apprendront pas à se respecter davantage les uns les autres.

A partir du moment où les uns et les autres sont démocrates dans leur démarche et sincères dans leurs idées, leur expression et leur recherche, il faut savoir les écouter et les respecter ! »

### ■ Quelles satisfactions, joies... et à l'inverse regrets ou peines demeurent ?

« Le plus dur pour moi reste ce qui a entouré le combat pour la sauvegarde de l'hôpital de Carhaix :

j'avais procédé à une analyse de la situation qui s'est avérée juste par la suite, et m'avait conduit à militer pour la fusion avec le CHU de Brest, le problème de base à Carhaix étant la difficulté à recruter des médecins, anesthésistes (etc.).

Mon tort stratégique a été de le dire beaucoup trop tôt, trop franchement, et peut-être de mal expliciter mon intention. Une faute de jeunesse dans la députation, sans doute...

Au contraire, j'ai ensuite eu la joie d'être suivi dans mon analyse, et de voir se réaliser cette fusion pour laquelle je me suis battu, parce que c'était la seule solution. Un combat très difficile, qui a été mené par des personnes de bords politiques différents, pour convaincre les ministres, conseillers de cabinet, hauts fonctionnaires, qui n'avaient souvent qu'une vision financière des choses.

Une autre satisfaction de mon travail de député a été la création du fameux « .bzh ». Pendant 4 ans, j'ai travaillé seul pour convaincre les ministres de son utilité. Et j'ai obtenu des aides, parfois même de personnes avec tendances jacobines affirmées !

Puis l'Association « [www.bzh](http://www.bzh) » est venue vers moi pour que nous menions ensemble ce combat. Avec son président, David Lesvenan – conseiller municipal socialiste de Quimper – nous avons vraiment travaillé dans un état d'esprit semblable à celui du CELIB il y a plusieurs dizaines d'années, gens de Droite et

de Gauche qui se sont associés pour œuvrer ensemble pour la Bretagne. Le « .bzh » a déjà été adopté par plusieurs dizaines de milliers de personnes...

Il me faudrait aussi mentionner le « combat » acharné pour l'Ecole de gendarmerie de Châteaulin... »

### ■ Avez-vous préféré la mission du maire ou celle du député ?

« Sans aucun doute celle du maire ! Elle est très différente et plus attachante...

La mairie, c'est le contact direct avec la population, avec des personnes, leur vie... Et je sentais parfaitement ce contact avec les Châteauneuviens. Même si tous ne m'approuvaient pas, j'ai rarement été vilipendé.

Beaucoup me connaissaient – ne serait-ce qu'en tant que médecin – et savaient que je faisais les choses sans arrière-pensée, sincèrement et spontanément, et – même si j'ai pu me tromper parfois – pour le bien de la population...

L'avantage du maire, c'est aussi qu'il peut voir concrètement se construire ce qu'il a voulu créer : aménagement d'une place, d'un quartier, salle culturelle qui sort de terre...

Puis, j'ai eu la chance d'être entouré d'une très bonne équipe, qui m'a beaucoup soutenu quand j'étais député, qui se sont beaucoup investis ! Je tiens ici à les remercier. »

### ■ Et le médecin... Ne regrette-t-il pas de s'être lancé un jour dans la politique ?

« Si, d'une certaine manière devoir arrêter l'exercice de la médecine a été un regret. J'avais tenté de continuer à exercer deux ou trois jours par semaine, consacrant le reste au travail de l'élu... mais après un ou deux mois, j'ai compris que c'était irréaliste : les gens ont besoin d'un médecin présent sur place en permanence...

Mes réflexes de médecin ne m'ont d'ailleurs pas abandonné : encore actuellement, bien qu'en retraite, je suis très heureux de croiser d'anciens patients, de leur demander « comment ça va ? » ; et « qu'est-ce qui ne va pas ? » si leur réponse m'y invite. Et ils sont heureux que je m'intéresse à leur santé.

En 1981, j'avais fondé avec plusieurs collègues l'Association Sanitaire des Montagnes Noires, dans le but de permettre à des personnes âgées ou handicapées – en particulier – d'éviter des hospitalisations loin de chez elles, en créant des « lits », des postes dans le secteur. Les dizaines d'années ont passé, et j'ai la satisfaction de voir que cette action perdure... »

### ■ Député de la plus vaste circonscription de France métropolitaine, vos mandats ont été marqués en particulier par deux Missions d'envergure nationale... Comment en mesurez-vous aujourd'hui les résultats ? Et que vous en reste-t-il, plus personnellement ?

« L'Assemblée Nationale m'a confié en 2002 la mission sur le Service de Santé des Armées parce que j'étais médecin. Il était fortement question de réduire sérieusement ce service – le nombre d'hôpitaux militaires, etc. – et dans un premier temps, j'ai été de cet avis...

Puis, terminant mon étude, j'ai abouti à la conclusion opposée : on ne peut se passer de ces hôpitaux et services en cas de conflits, notamment parce que la chirurgie de guerre n'est pas la chirurgie « civile » du temps de paix.

Anglais et Américains ont connu de sérieux problèmes après avoir réduit leurs services de santé militaire...

Et j'ai eu la satisfaction d'être suivi dans mes conclusions, au grand soulagement du Directeur central du Service de Santé des Armées, qui m'a remercié chaleureusement, mais qui n'avait auparavant jamais cherché à influencer ces conclusions !

C'est grâce à cette mission que j'ai connu le Kosovo, où l'Armée

française était présente à cette époque...

L'autre mission – sur le problème international de la piraterie maritime – a abouti à une loi, qui permet aujourd'hui à la France d'arrêter et de traduire en justice les auteurs d'actes de piraterie en dehors des eaux territoriales, alors que d'autres pays les éliminent purement et simplement.

Pour mémoire, des pirates sévissaient à l'époque de manière intense dans les mers bordant certaines côtes de l'Afrique, ce qui avait – outre les dangers – une sérieuse incidence de surcoût pour les matières premières et marchandises transitant par ces mers, en raison des mesures de sécurité à prendre, des détours faits par les bateaux pour éviter ces zones...

Député d'une circonscription en partie maritime, je me suis intéressé à la question, et l'on m'a confié plusieurs missions successives sur le sujet, mais aussi sur les sociétés militaires privées... Pendant plusieurs années, j'ai « bourlingué » dans des pays comme la Somalie, le Nigéria, le Cameroun... J'ai eu la chance de rencontrer beaucoup de hauts responsables de la Marine, marchande et militaire, d'industriels, (etc.).

Aujourd'hui, grâce à cette loi qui a été adoptée à la quasi-unanimité, on n'entend guère plus parler de la piraterie maritime. »

### ■ Nous entrons en France dans une période de combats politiques intenses – d'aucuns les qualifient de violents – quel regard jetez-vous aujourd'hui sur cet aspect de la « politique » ?

« Mon actuel statut de consul honoraire m'impose un certain devoir de réserve, et je ne peux donc dire tout ce que je pense. Mais disons que je m'attriste beaucoup de certaines situations présentes, ceci dans tous les partis politiques.

Pour moi, tout en sachant inévitables de petites rivalités et des divergences d'opinion et d'analyse, je considère que la politique n'est pas cela. C'est un engagement, et un engagement qui se fait dans le respect de l'autre. J'y reviens ; il ne s'agit pas de verser dans l'angélisme, mais j'ai du mal à comprendre et à admettre ce manque de respect qui se généralise... Enseigne-t-on assez le respect dans notre société, nos écoles ? Le remettre en valeur me paraît aujourd'hui essentiel ! »

### ■ Lors des deux précédentes interviews que vous avez accordées à « Regard d'Espérance », en 2002 et en 2010, vous nous disiez votre aspiration à travailler au-delà des clivages politiques... Est-ce possible ?

« Oui, j'ai évoqué l'action du CELIB. Il en est un exemple bien concret... Et il m'est arrivé en tant que député, comme de maire, de travailler en parfaite entente et amitié avec des gens d'un bord politique opposé au mien. C'est une question de disposition et de volonté personnelles, d'état d'esprit d'ouverture...

J'ai des amis parmi des élus socialistes, communistes, des hommes avec lesquels on pouvait, à l'Assemblée, discuter, s'entendre, travailler ensemble pour faire passer des textes importants, pour le bien commun. »

### ■ Depuis 1988, date de votre première participation à une campagne électorale, notre région du Centre-Bretagne a beaucoup changé... Quelles évolutions – et au contraire quelles permanences – vous paraissent les plus marquantes ?

« Je crois à l'ingéniosité et en la pugnacité des habitants de ce Centre-Bretagne pour le faire vivre. On l'a vu : quand il s'agit de se rassembler pour une action – même si tous ne sont pas totalement favorables à celle-ci – ils savent s'unir pour « se battre » ensemble. C'est une qualité première des gens de cette région, à condition qu'elle s'accompagne du respect dont nous venons de parler. »

**■ L'une des préoccupations exprimées tout au long de vos divers mandats – et de vos actions médico-sociales auparavant – a été la pérennité de notre agriculture et du « monde rural »... Quelles réactions et réflexions vous inspirent les crises récurrentes qui frappent ce monde agricole, telle celle de la production laitière ces dernières semaines ?**

« La crise qu'a révélée la récente affaire Lactalis est loin d'être résolue sur le fond. La situation est complexe, mais quoi qu'il en soit, la première personne qui ne doit pas être sacrifiée dans ce genre de situation, c'est le cultivateur, c'est l'éleveur... Celui qui crée le produit, la richesse. Or, c'est le plus souvent lui qui sert de « variable d'ajustement ». C'est intolérable.

De plus, un des gros problèmes de l'avenir sera de nourrir une humanité grandissante. On pense aujourd'hui résolu – dans nos pays riches où nous arrivent à profusion des produits du monde entier – le problème des famines du passé... C'est une erreur.

Nous avons une richesse fondamentale en Bretagne : nos agriculteurs et notre secteur agroalimentaire. Il faut à tout prix les préserver. Or, je crois qu'hormis quelques ministres de l'agriculture, les dirigeants nationaux et européens ne se soucient pas assez de cela... On ne se battra jamais assez pour notre agriculture !

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas développer autre chose – le tourisme (etc.) – mais au moins, ne sacrifions pas ce que nous avons déjà ! »

**■ Au-delà, quelles actions, quels « combats » cruciaux restent à mener pour le développement de cette Bretagne centrale ?**

« Cela paraîtra d'une redondance un peu facile, mais le seul fait que l'on en soit encore là en dit long : la RN 164 est encore et toujours aussi essentielle pour notre région ; c'est encore l'objectif N°1, car basique, fondamental...

Une anecdote significative à ce sujet : je me suis battu afin d'obtenir des crédits pour les travaux qui vont enfin démarrer très bientôt pour achever la 2x2 voies dans le secteur de Châteauneuf et ainsi terminer la partie finistérienne...

En 2009-2010, alors que le président Nicolas Sarkozy avait lui-même dit ici qu'il était temps d'achever cette RN 164, j'ai vu arriver ces travaux en 35<sup>e</sup> position sur 37 dans le classement national des PDMI (Programme de Modernisation des Itinéraires) !... Autant dire que rien ne serait fait.

« Fou furieux », je suis allé directement à l'Élysée... Et en trois jours, le dossier des travaux du secteur de Châteauneuf arrivait en tête des priorités dans le nouveau classement... De l'utilité d'avoir un député dans le secteur.

Cela faisait 60 millions d'euros de crédits. Le problème, incontournable, ce sont les délais légaux et incompressibles des Enquêtes publiques, des appels d'offres...

Mais il faut se battre constamment, remettre toujours l'ouvrage sur le métier, comme nous l'avons tous fait pour cette RN 164.

Il faut mener le même combat pour que la fibre optique, le Très-Haut-Débit, arrive partout. On en voit la nécessité quand on essaie de travailler sur Internet dans certains secteurs. Or, c'est aujourd'hui crucial pour l'activité économique. Attention que certaines zones ne soient « oubliées » !

Et il faut rester extrêmement vigilant pour l'hôpital de Carhaix, et au-delà sur l'ensemble du domaine de la santé en Centre-Bretagne.

Il faut ancrer la fusion avec le CHU dans la durée, la pérennité. Le pari n'est pas encore totalement gagné ! »

**■ Quels écueils sont à éviter, et de quelles ornières faut-il sortir ?**

« Il y aurait beaucoup à dire, mais je veux simplement insister sur cette possibilité, et cette nécessité, de s'unir sur les dossiers importants pour le Centre-Bretagne, et la Bretagne. Retrouvons l'esprit du CELIB. Dépassons les petites rivalités pour se « battre » ensemble. Il est des sujets qui devraient sortir totalement du cadre purement électoral et partisan...

Et il faudrait que le pays accorde à la Bretagne une plus large « autonomie ». Je ne dis pas indépendance. Mais j'en reviens à nos grands énarques et autres conseillers parisiens, qui sont trop éloignés des réalités du terrain...

Le Conseil Régional de Bretagne devrait se voir accorder une certaine autonomie de décision, de gestion et de répartition de fonds, pour des réalités qui appartiennent à la vie de la région. Ce sont les Bretons qui devraient pouvoir fixer les objectifs prioritaires pour la Bretagne... Et une Bretagne à cinq départements. »

**■ La Bretagne, c'est l'Argoat et l'Armor ; c'est aussi la Bretagne-ouest – l'ancienne « Basse Bretagne » – et l'axe Rennes-Nantes – la « Haute Bretagne »... Comment éviter l'émergence d'une Bretagne à deux vitesses ?**

« C'est un des défis majeurs à venir. Cette fracture existe déjà, et sera très difficile à réduire... Et c'est une très bonne question à poser aux futurs candidats aux élections régionales, pour obtenir une réponse inscrite très concrètement dans leur programme : « qu'allez-vous faire pour remédier à cette fracture Est-Ouest ? » Elle n'a jamais été vraiment abordée dans les programmes.

Cela passe par des choses comme le développement à l'ouest des grands pôles universitaires – et autres. Or, dans le domaine hospitalier, par exemple, on voit se passer le contraire : Brest a été amputé de certains services et recherches... Ce n'est pas acceptable ! C'est l'inverse qui devrait être fait, pour renforcer le pôle ouest – Brest, Quimper – au lieu de l'affaiblir.

Et de même dans le domaine industriel... Il faut une volonté politique. »

**■ Vous avez exercé des responsabilités nationales ; la France traverse une période particulièrement difficile, convulsive, périlleuse... Comment appréhendez-vous la réalité française en cette fin 2016 ?**

« Je suis très inquiet. Il souffle sur notre pays un vent de radicalisation en tous domaines, qui me fait un peu peur, quoique je sois quelqu'un d'optimiste par nature. Mais je n'ai encore jamais été confronté à une telle situation dans mon pays ! Voir l'armée positionnée un peu partout dans nos rues, sur nos places, pour protéger des manifestations culturelles, sportives... Mais aussi voir cet irrespect dans les attitudes, les mots, les déclarations... Où va-t-on ? »

**■ D'autres grands pays démocratiques tels les USA, la Grande-Bretagne, etc., s'étonnent et s'inquiètent des blocages de la société française ; la France est souvent jugée à la fois comme un pays de conservatisme et de brusques bouillonnements révolutionnaires... Partagez-vous cette analyse ?**

« C'est un fait historique. La France est un pays en permanente ébullition. Mais cela est aujourd'hui souvent aggravé par certains médias. Je suis atterré par ce que l'on voit parfois sur Internet, par exemple, par une recherche malsaine du sensationnel, du macabre, et par le parti pris de diffuser des informations dont on sait qu'elles sont ou risquent d'être fausses... C'est un jeu très dangereux.

La France est un pays remuant, et cela peut avoir un côté amusant ou même positif – un côté « gaulois » – mais attention que cela aille trop loin.

« L'on en revient aux crispations, aux radicalisations déjà évoquées, qui grandissent dans tous les milieux ou presque... C'est grave. »

**■ L'actuelle question qui agite le monde politique, les médias..., à propos de ce qui est appelé « le burkini », vous paraît-elle anecdotique, épidermique, voire artificiellement grossie, ou au contraire, symptomatique d'un malaise profond et annonciateur de problèmes futurs ?**

« Je pense que l'on a pris le problème de la mauvaise manière, un peu comme pour le voile intégral. Personnellement, voir une burqa ou ce genre de chose me déplaît, mais il ne fallait pas s'attaquer à un vêtement, ni seulement à l'aspect vestimentaire. Il fallait replacer cet aspect des choses dans un contexte plus ample, et par exemple faire des lois contre tout ce qui avilit les femmes ou porte atteinte à leurs droits. Le message serait alors mieux compris, mieux accepté parce que ne ciblant pas un vêtement...

Car, attention, l'on s'est engagé là sur un chemin qui peut mener très loin ! Et certains faux laïcs ont envie de nous y conduire... »

**■ Pour vous, homme de terrain, et élu aux mandats divers, qu'est-ce que la laïcité et qu'est-ce qu'elle n'est pas ?**

« Sujet délicat... La vraie laïcité est encore un objectif à atteindre ! C'est, à la base, l'acceptation et le respect de l'autre, à condition que cet état d'esprit soit réciproque. Il n'y a pas alors besoin de coercition...

La loi de 1905 a été pour la France une bonne chose. Je l'ai vu en tant que maire...

Toute religion, à condition qu'elle soit animée par le respect des autres religions et la volonté de faire le bien des gens, peut être acceptée dans notre pays. C'est aussi cela, la vraie laïcité, et le respect des autres. »

**■ Quels espoirs peut-on cultiver ? L'espérance demeure-t-elle pour cette génération ? Et dans quelle voie ? Quelles solutions entrevoyez-vous ?**

« La France s'en est toujours tirée, serais-je tenté de dire. Elle a toujours su aller de l'avant... Mais il peut y avoir une grande illusion, que les jeunes notamment peuvent se faire : l'idée que le sens de l'histoire c'est nécessairement le progrès, que plus on avance dans le temps, plus on avance dans la civilisation, l'amélioration des choses...

Non, le passionné d'histoire que je suis, comme tout observateur de l'histoire, sait qu'il y a eu des périodes de grandes avancées, sur plusieurs siècles, qui ont parfois été suivies par des décennies ou siècles de terribles reculs, ou même d'effondrement total... Attention de laisser advenir de telles périodes ! »

**■ Revenant à des préoccupations moins pesantes et des propos moins graves : deux de vos passions de toujours sont l'histoire et l'archéologie... Vous avez écrit sur l'une et l'autre. Vos nouvelles activités vous donnent-elles le temps pour vous y consacrer à nouveau ?**

« Je me suis prioritairement focalisé sur l'écriture de ce livre dont j'ai parlé, ce qui me paraissait le plus « urgent » et important compte tenu de l'âge et de la durée de l'existence humaine...

Mais, outre la généalogie, l'archéologie m'a toujours intéressé.

Avant de voyager, je regarde sur « Google Earth » ou autre s'il n'existe pas sur place quelque site potentiel. Et l'on découvre des choses extraordinaires, comme on pouvait le faire auparavant depuis un avion...

Je n'ai pas vraiment eu le temps de me replonger dans des recherches – comme celle des souterrains de l'âge du Fer, qui m'avait passionné – mais j'ai dans l'idée de retravailler ces

sujets... L'histoire de Châteauneuf m'a aussi toujours intéressé. J'y ai consacré un livre.

Dans les années 1980, j'avais écrit sur l'assassinat de l'évêque Audren, évêque constitutionnel du Finistère, tué par les Chouans en 1800. Les péripéties de cette histoire forment un vrai « roman » qui pourrait faire un film... J'avais d'ailleurs contacté à l'époque Alain Decaux – qui vient de décéder – qui s'y était intéressé pour ses émissions télévisées. Mais il est devenu ministre de François Mitterrand avant que nous puissions nous rencontrer, puis a fait un infarctus, et tout est resté en suspens... »

**■ D'où vous est venu cet intérêt pour l'histoire ? Et que vous enseigne-t-il ?**

« Indirectement – peut-être – des relations politiques de mes parents... Mais cela vient de mon enfance. Et j'ai eu la chance de pouvoir vivre plusieurs de mes passions : faire de la médecine ; faire de la politique ; faire des recherches historiques et de l'archéologie, moi qui avais un moment envisagé de faire l'Ecole des Chartes ; et même travailler sur la piraterie maritime et devenir Secrétaire de la Commission de la Défense à l'Assemblée nationale, moi qui avais aussi hésité entre ces autres voies et l'Ecole militaire de St-Cyr...

L'histoire, elle, m'a enseigné ce dont nous avons déjà parlé : que le progrès n'est pas un acquis, qu'il n'est pas exponentiel. »

**■ En homme qui a « vécu plusieurs vies », et peut aujourd'hui mesurer du regard tout un chemin parcouru, qu'est-ce qui vous paraît essentiel dans une vie humaine, et au contraire accessoire ?**

« Radotant » un peu, je redirais le respect mutuel. J'ai pu discuter et « m'affronter » avec beaucoup de gens dans ma vie, mais tant que le respect mutuel est là, tout se passe bien. Et si aujourd'hui, les gens savaient mieux s'écouter, les choses iraient mieux...

Sur un autre plan, la famille a toujours été une valeur fondamentale pour moi. Et cela va au-delà de « réussir » sa vie familiale...

Or, la famille est aujourd'hui minimisée ; on en a dénaturé le sens. C'est là une des racines des maux actuels de notre société. Car la famille est une base essentielle de la société. »

*(Entretien recueilli par Samuel Charles)*